

10F

n°ISSN 0181-1800

N°37-38

Alarme

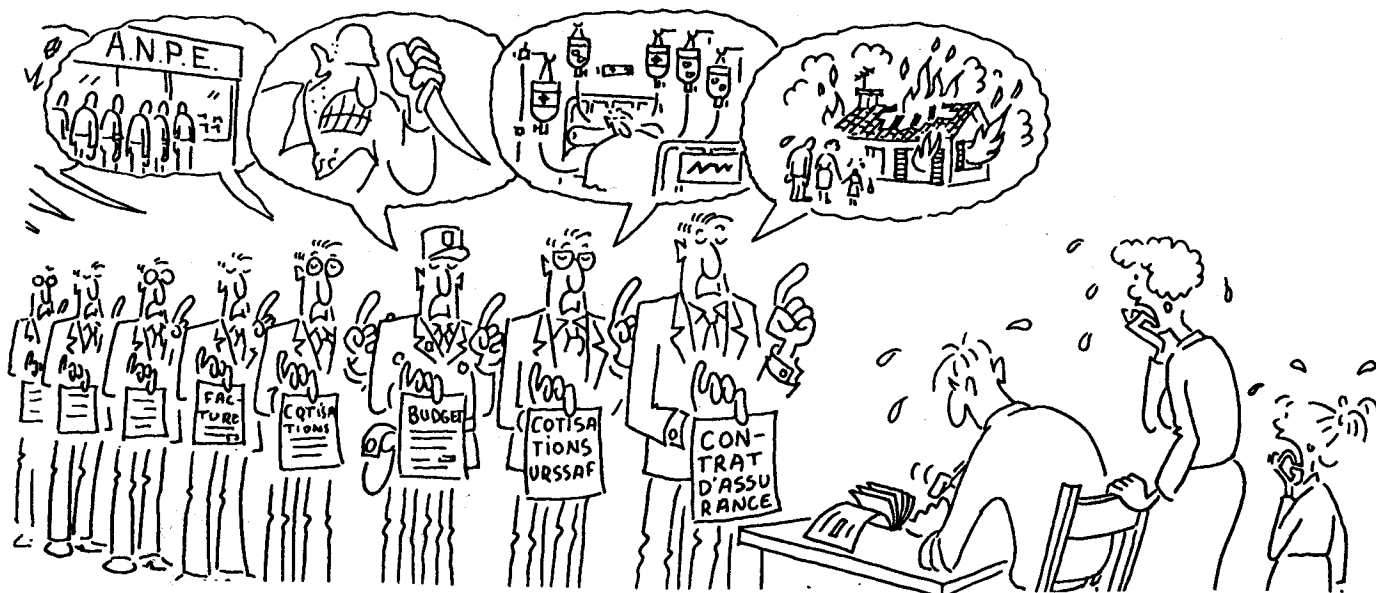
FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

' PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. '

BONNE ANNEE

BONNE SANTE

PROLETAIRES !



Entre les divers accidents écologiques, la guerre Iran-Irak qui dure, les massacres de population en Haïti, la crise boursière et autres bonheurs, l'année 87 à été fertile en horreurs quotidiennes. La Presse s'est chargée de nous les distiller avec la banalité devenue propre à une société spectaculaire avide de vendre la misère comme un produit quelconque. Parce que la misère ça rapporte ! Et plus elle est publique, plus elle est sponsorisée par un large créneau d'entreprises dont le nom ou le sigle vient se juxtaposer cyniquement à des images de détresse et de désespoir: le traditionnel Paris-Dakar en est l'exemple le plus répugnant chaque année. Ce collage monstrueux entre la misère anachronique d'une société caduque et les entreprises qui favorisent ou bénéficient de cette misère est un des nombreux signes morbides qui condamnent et dénoncent la barbarie de la société capitaliste.

Cette ignoble mascarade vise en fait à étouffer le caractère sordide de la misère moderne. Elle s'installe en lieu et place d'une indignation réelle de millions d'individus pour étouffer ce besoin d'humanité dont nous sommes chaque jour davantage dépossédés, tout en empochant au passage la prime de " bon humanisme ". L'urgence du besoin d'humanité se fait sentir tous les jours plus face aux attaques de la classe capitaliste contre la survie même de l'espèce. A des degrés divers, la situation du prolétariat international n'a jamais été aussi dégueulasse en comparaison de la richesse sociale existante et potentielle d'aujourd'hui. Cette situation ne peut qu'aggraver l'ensemble de la misère sociale parce que le prolétariat et l'exploitation de sa force de travail sont l'enjeu réel d'une issue capitaliste ou communiste à la lutte de classes et au mouvement de la société.

N'importe qui peut justifier d'une manière ou d'une autre les tares de ce monde et arguer du " mal nécessaire et inévitable " propre à toute civilisation, prétexter n'importe quelle " réalisme " ou " moindre mal ". Mais nul ne pourra réfuter l'incroyable anachronisme d'une société encore divisée en classes, séparée en frontières, à la production anarchique et vouée à une régression qu'aucun progrès technique ne peut soulager parce qu'irréremédiablement voué à la quête d'une rentabilisation marchande.

De cet anachronisme, il faut faire table rase ! Et maintenant plus que jamais, alors que la farce du désarmement bat son plein et embrigade une large proportion de jeunes prolétaires dans la non-violence capitaliste, la tâche de la classe ouvrière, en tant que classe exploitée, est d'affirmer la nature de sa propre misère, avec la publicité que sa place dans les rapports de production lui a conféré : une pratique de classe qui doit poser la question de l'expropriation violente des moyens de production aujourd'hui au service de la seule classe capitaliste, et au-delà du capital lui-même.

La nécessaire conscience de classe du prolétariat ne peut se circonscrire à la seule défense de ses intérêts nationaux et immédiats. Elle doit être révolutionnaire, c'est-à-dire complètement tournée vers sa propre négation en tant que classe tout en affirmant son rôle historique de classe porteuse de la destruction de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est dans cette optique que la subversion de l'ordre capitaliste, qui réduit la survie de l'humanité au pouvoir d'achat et la concurrence marchande, se pose exclusivement comme la négation pratique de toutes ses composantes : politique, économique, sociale et intellectuelle. Subversion totale de la société qui implique celle de toutes les organisations politiques et sociales qui remettent en cause la disparition de l'exploitation salariée comme seule tâche à assigner au prolétariat. Le but historique ainsi clairement posé, le mouvement communiste brisera de lui-même les nombreuses entraves qui lient la conscience de classe des prolétaires aux mystifications syndicales, pseudo-socialistes, toutes capitalistes et réactionnaires .

En réintroduisant dans ses combats de classe une réelle solidarité, pas la charité ou le corporatisme, le prolétariat est en mesure de dévoiler la nature réelle de son exploitation, déboulonnant par la même toutes les formes politiques trompeuses sur la représentativité au sein de la société. Démocratie, fascisme, dictature

militaire ou du Parti-Etat se montreront alors pour ce qu'ils sont : l'unité de classe des exploités contre les exploités pour les soumettre à sa fringale de profits et donc de paupérisation absolue et relative.

On peut toujours pleurer sur la misère du monde, faire des campagnes de charité spectaculaires, le problème reste sans solution si ce n'est donner bonne conscience à ceux qui " donnent ". La seule solution réside dans l'expropriation des moyens de production; ne pas l'admettre ou se refuser à le promouvoir multipliera cette même misère que l' " on " dénonce, tout en entérinant la soumission des individus à l'esclavage salarié, et de fait à la perpétuation d'un monde malade de sa richesse et de son égoïsme.

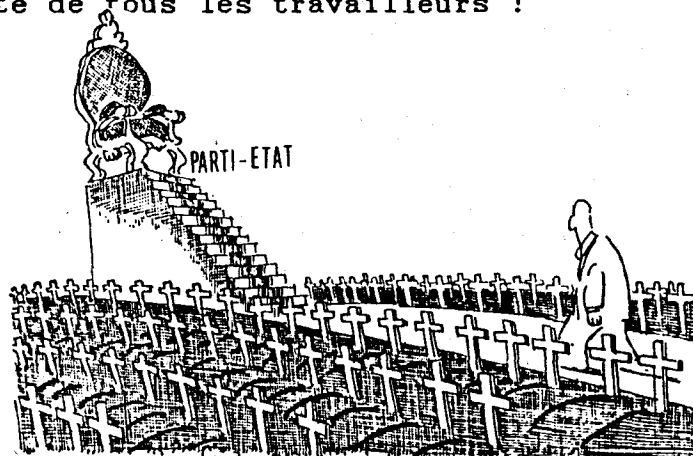
Erivez-nous !
Prenez contact avec nous !
Militez pour la révolution socialiste !

LE LANGAGE DES PHOTOS

Les téléspectateurs ont pu admirer la bouille réjouie du célèbre Walesa qui déposait, accompagné du vice-président des Etats-Unis, Busch, une couronne de fleurs à Varsovie devant le monument aux ouvriers assassinés en 1970. Le second de Reagan, sortant de sa poche un petit drapeau "SOLIDARNOSC", le posa ostensiblement sur la couronne. Derrière Walesa et les siens, qui venaient de banqueter avec Georges Busch, l'église polonaise et qui l'ignore ?- le Vatican lui-même. Derrière tous les convives présents ou absents, Jaruzelsky et son Vatican à lui, le Kremlin, qui avaient donné leur permission, mais aussi le Pentagone à Washington, qui avait apporté sa caution.

Ce langage est lumineux : l'hommage de la couronne, sans parler des tractations dans les coulisses, ne s'adressait pas aux assassinés qui avaient attaqué les locaux du Parti-Etat, mais à ceux qui, en 1980-81, ont empêché la révolte générale du prolétariat de culminer dans la prise du pouvoir. Les messes papales d'antan terrassèrent la classe ouvrière, qui avait réussi à mettre le parti dictateur en état de décomposition. Maintenant, Solidarnosc et ses méprisables curaçonniers sont à la botte du Parti et même s'ils parlent de dire non au référendum, ce sera oui, car les relations du pouvoir et l'église sont excellentes.

La voie est nettement tracée pour la prochaine offensive du prolétariat : A bas le Parti-Etat Capitaliste ! A bas Solidarnosc et tous les syndicats ! A bas l'Eglise ! Vive l'armement et le pouvoir communiste de tous les travailleurs !



1917
DE LA REVOLUTION
AU DERNIER AVATAR DE LA CONTRE- REVOLUTION
1987

La chute de l'empire tsariste suivie par la prise du pouvoir par le prolétariat, fut une secousse politique et sociale énorme dans le monde. Pour la première fois, un parti ouvrier révolutionnaire, communiste, se hissait à la direction suprême d'un pays, soutenu par la classe ouvrière et les paysans organisés en soviets désignés par eux mêmes. Les deshérités, les misérables, la vile canaille dans la conception des riches, des bourgeois et gouvernants de tous poils, devenaient l'ensemble politiquement dominant, en vue d'une société sans classes et sans Etat. L'importance et la répercussion de ce fait étaient d'autant plus saisissantes qu'il démolissait un empire géographiquement gigantesque, très despotique et sanctifié par les eaux lustrales du christianisme, la tradition, et les résidus abrutissants déposés des millénaires durant par les sociétés d'exploitation. Des seigneurs de la finance mondiale aux chefaillons et gourous des pays arriérés, en passant par le clergé chrétien, islamique, sintoïste, brahmanique, une tempête de panique les secoua jusqu'au tréfond de leurs âmes, c'est à dire de leurs panses. Si l'on parcourt les journaux et revues de l'époque, on voit cette panique déversée quotidiennement, rageusement, en injures, calomnies, menaces, menaces, contre la révolution, et particulièrement contre Lénine et Trotsky, accusés d'être des agents du quartier général prussien par l'ex-état major tsarite en premier lieu.

Une période internationale d'action révolutionnaire était grande ouverte. Il faut cependant préciser qu'Octobre 17 était une victoire locale retentissante, d'une situation pré-révolutionnaire européenne à laquelle la guerre avait fait barrage. D'ailleurs, le déclenchement de l'action pour le pouvoir ouvrier fut décidé, non en fonction de la seule Russie, mais comme ouverture de la révolution en Europe. Car, lorsqu'un système économique comme le capitalisme a atteint le degré de production qui permet son dépassement révolutionnaire et par conséquent les besoins et les idées de ce dépassement, ceux ci valent pour tout le système y compris pour ses secteurs attardés.

C'est ainsi que le prolétariat russe et le parti bolchévik se sont vus catapultés à la tête de l'action révolutionnaire mondiale. Et le grondement du prolétariat, étouffé par le déclenchement de la guerre et la désertion de la social-démocratie vers le camp capitaliste, reprenait violemment, tout d'abord en Allemagne. La révolte des prolétaires, aussi bien à l'usine qu'à l'armée, était si générale, que Ludendorff, le chef militaire suprême du Kaiser déclarait "l'Allemagne n'a pas été vaincue par la France et l'Angleterre, ni même par l'entrée en guerre des Etats-Unis ; elle a été vaincue par la révolution russe". En effet, devant l'exemple de celle ci, les soldats

allemands désertaient en masse, le front n'existait plus. La lutte pour le pouvoir commençait à l'arrière garde.

Malheureusement, la social-démocratie, c'est à dire, le parti socialiste rangé derrière les exploiters, eut encore assez de force pour détourner la majorité des ouvriers de la voie révolutionnaire, combattre les spartakistes qui signalaient cette voie, et livrer ses principaux dirigeants Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht à l'assassinat. Pour un temps dont on ne pouvait pas définir la durée, ç'en était fini de la révolution allemande.

Cet épisode négatif répercuta presque aussitôt sur la révolution en Russie. Il inspira aux bolchéviks des mesures d'attente, de retrait de la révolution, mesures qui voulaient être provisoires mais qui s'avérèrent constantes puis aggravantes et bien plus négatives que le recul momentané du prolétariat en Allemagne. Ces mesures furent l'introduction de la N.E.P (nouvelle politique économique) et les décisions du 10ème congrès du parti bolchévik: suppression des partis soviétiques(il y en avait plusieurs) et des tendances politiques à l'intérieur du parti lui même; le tout s'ajoutant à la répression du soulèvement de Kronstadt et à une famine effroyable ravageant tout le pays. C'était la conséquence de quatre années de guerre impérialiste, suivies de trois années de guerre civile. A partir de là et à l'encontre des intentions des bolchéviks, le pouvoir à Moscou glisse à droite et s'éloigne de plus en plus de la disparition des classes et de l'État; bref, il se détourne du but communiste, tout en gardant la désignation, perfidie oblige.

Un processus sournoisement contradictoire s'installe dès ce moment au coeur de la lutte de classe mondiale, et devient venimeux jusqu'à la virulence. Tandis que continuait l'impulsion révolutionnaire du prolétariat, surgie avant la guerre de 1914-18 et renforcée par l'Octobre rouge, le pouvoir en Russie muait, sous le couvert du " socialisme en un seul pays "(Staline), vers la contre-révolution capitaliste d'État. Cependant, et du à des circonstances très particulières qu'il n'est pas lieu de traiter dans ce raccourci, l'immense prestige de la révolution de 1917 n'était pas flétri aux yeux du prolétariat international. C'est ainsi que partout où les exploités en révolte poussaient de toutes leurs forces vers la révolution communiste, Moscou et ses faux communistes contraient l'action révolutionnaire. Ils devaient aller jusqu'à la combattre sans déguisement.

On comprend aisément qu'un pouvoir qui transformait la révolution en contre-révolution dans les limites de ses frontières nécessitait qu'il s'opposasse à toute révolution où qu'elle était. Ses intérêts fonciers coïncidaient avec ceux du vieux capitalisme type occidentale. C'est là la principale cause qui mena à la défaite la grande vague révolutionnaire d'entre les deux guerres. Le prolétariat s'attendait à une aide idéologique et matérielle de la part de Moscou et de ses partisans; mais de ce côté il ne pouvait recevoir, depuis longtemps, que des coups bas, et finalement que des coups de poignards dans le dos. Et voilà le

sournois processus contradictoire qui a corrodé le mouvement subversif du prolétariat et ce jusqu'à la falsification des idées.

C'est la nationalisation du capital par l'État qui a surtout permis à la contre-révolution de cacher pendant longtemps son véritable visage. La disparition de la propriété privée des instruments de production trompait même des révolutionnaires sains et intelligents. Il n'ont pas vu tout de suite que la séparation entre instruments de travail et hommes travailleurs, qui oblige ces derniers à vendre leurs forces de travail pour un salaire (ce qui en fait des exploités), se trouvait renforcée par la concentration du capital dans l'État. La contre-révolution stalinienne y entra de plein pied et avec d'autant plus d'acharnement qu'elle avait à rassasier des millions de bureaucrates avides de privilèges qui sont aussi pouvoir, et avides de pouvoir qui peut se transformer en privilèges. On peut suivre à la trace la transformation contre-révolutionnaire en Russie même ainsi que dans sa politique extérieure, jusqu'à son récent clignotement avec Gorbatchev.

Regardons rapidement ses principales étapes. Bureaucratisation de tous les rapports politiques et économiques après le 10ème congrès et la N.E.P; extérieurement, manœuvres occultes contre le regain de la révolution allemande (1923) et ce qu'on appela bolchévisation de l'internationale communiste - en réalité, il s'agissait de la staliniser, ce qui fut fait. Toutes les directions nationales étaient désormais composées de fonctionnaires soudoyés, à la botte du Kremlin.

Politique favorable aux paysans riches (koulaks) et aux commerçants et industriels (nepman) que la NEP avait multiplié, lutte contre l'Opposition de gauche (trotskiste); renoncement à la révolution mondiale sous prétexte de socialisme dans la seule Russie. Extérieurement, politique dite de la "troisième période" ou de "l'effondrement du capitalisme occidental" se limitant à des criailleries démagogiques et à une pratique nullement révolutionnaire. Ce que Moscou et ses valets prônaient revenait à une politique d'aide à la révolution bourgeoise, déclarée réactionnaire par Lénine avec ses Thèses d'avril.

Mais dans les faits, Moscou et les siens se situaient encore plus à droite. Le grand mouvement chinois de 1926-1927 en fut une preuve irréfutable. Des soviets s'étaient constitués un peu partout et possédaient partiellement le pouvoir. Moscou donna à Mao Tsé Tung, Chou En Lai, Deng Xiao Ping et à leur parti (déjà épuré) l'ordre de liquider les organes de pouvoir ouvrier et de se dissoudre dans le Kuo Ming Tang de Chang Kai Chek. Cette reddition sans condition assassinait la révolution chinoise, qui n'a pas été vaincue par l'ancienne bourgeoisie, mais par la politique imposée par Moscou. Celle-ci n'était pas une erreur, mais la conséquence logique de la démarche contre-révolutionnaire où s'était engagé le gouvernement russe. C'est de là également que l'actuel Parti-Etat chinois a tiré sa domination.

Presque simultanément, réduisant à la merci du capital étatisé tout le prolétariat, le premier plan quinquenal est lancé, ainsi que ce qu'on a appelé collectivisation de la terre, en réalité la transformation des paysans en prolétaires agricoles. L'ensemble fit des millions de victimes. C'était la forme de la contre-révolution ; pour l'essentiel, la marche arrière était accomplie dès ce moment. Tout de même, en s'affirmant comme telle, ses manifestations devaient être beaucoup plus indubitables et sanglantes. Une campagne d'intensification des cadences commence dans les usines, ainsi que de calomnies et de persécutions contre le trotskisme et tous ceux qui s'opposent à la contre-révolution. Ces campagnes ont abouti, entre 1934 et 1939, au carnage le plus vaste de l'histoire moderne, sans compter les camps de travaux forcés où trimaient des dizaines de millions d'hommes y tombant comme des mouches. A l'extérieur, le prolétariat allemand fut livré aux mains de Hitler, dont la victoire, d'après Staline lui-même et les siens, n'avait pas d'importance. Sans aucun doute, la guerre avec Hitler était acceptable par Moscou, mais la révolution communiste en Allemagne, point du tout.

Peu après fut proclamée la politique de Front Populaire, reniement explicite de la lutte prolétarienne contre le capital, en faveur de la lutte inter-impérialiste. En même temps, la répression contre-révolutionnaire en Russie battait son plein, ce qui se répercutait en politique extérieure. En juin 1936 le prolétariat français occupait les usines, acte d'expropriation du capital. Il fut forcé de les abandonner, et de revenir à condition d'exploité, par le Parti de Moscou et les "socialistes" qui dirigeaient la police. En juillet de la même année, en Espagne, le prolétariat dissolvait en bataille l'armée nationale et entreprenait la révolution sociale. Les adeptes de Moscou, duement armés et financés, contrèrent la révolution par la calomnie, la répression policière et financière, l'assassinat. Là aussi, ils préférèrent favoriser une dictature capitaliste, car la révolution est pour eux le mal et le danger absolu. Au même moment, les bolchéviques qui avaient dirigé la révolution de 1917 sont assassinés en Russie. La contre-révolution stalinienne et par elle, le capitalisme international restaient maîtres du terrain et pouvaient déclencher impunément la seconde guerre mondiale.

Pendant cette dernière, après l'épisode de l'alliance avec Hitler, les partis de Moscou, traîtres à l'internationalisme depuis longtemps, se sont avérés les plus ardents partisans de la défense nationale (résistances nationales). Cette attitude a été très largement rentable pour le nouvel impérialisme russe : dix pays asservis ou annexés, d'où il tire d'énormes bénéfices depuis 40 ans. Aucun autre impérialisme n'a tiré de la guerre autant de butin. Ainsi se parachève la transformation d'une révolution en son contraire, préalable anéantissement de toutes les tentatives révolutionnaires surgies entre les deux guerres.

Au bout de son parcours, la Russie est devenue un colosse, certes, mais un colosse aux pieds d'argile. Car une œuvre aussi négative vis-à-vis du prolétariat international et de l'avenir

humain, accomplie par des moyens aussi féroces que mensongers, en parlant perfidement de socialisme, ne peut pas être sans conséquences négatives pour ceux-là mêmes qui en sont les responsables. La situation à l'intérieur de la Russie est aussi mauvaise dans le domaine économique que politique. La haine du prolétariat, accumulée et rentrée pendant si longtemps, est une des causes les plus importantes de l'arriération industrielle et politiquement une menace constante pour le gouvernement. Elle pourrait exploser en une houle insurrectionnelle irrésistible. De plus, l'hostilité de la grande masse de la population affaiblit l'Etat militairement. Mais pour faire quelque chose en ce domaine, si limité que ce soit, le colosse aux pieds d'argile doit obtenir l'aide du monde occidental. C'est que Gorbatcheff se propose de réaliser. Il est en position de demandeur, de là l'accueil favorable qu'il trouve presque partout.

Il est évident qu'il se propose de faire quelque chose, mais quelque chose qui diminue l'hostilité de la population. On ne peut conjecturer l'évolution de la situation ; cependant on peut être certain qu'après son apothéose, la contre-révolution entre dans sa phase de déclin. Le prolétariat ne montrera d'intérêt pour la "transparence" que pour se dégourdir idéologiquement et prendre avantage pour sa lutte révolutionnaire face au capitalisme d'Etat (1). Dans cette voie, il trouvera un avenir encore plus grandiose qu'en 1917.

G.MUNIS

(1) Voir dans nos prochaines publications : La gorbatchine en technologie et transparence.

222

A BAS LES PSEUDO GREVES

En France comme dans tout autre pays, la confiscation des grèves par les syndicats s'esr soldé très négativement pour la classe ouvrière . Et tout ce qui est négatif pour le prolétariat est avantageux pour les capitalistes. C'est que les syndicats font depuis longtemps partie du système d'exploitation . Ils ne sont donc pas en mesure d'organiser de véritables grèves. Non seulement ils sont anti-révolutionnaires, mais, du moment qu'ils se placent dans le projet national de perfectionnement technologique et de compétitivité, ils mettent la classe ouvrière dans sa totalité à la merci du capital . A tel point c'est ainsi, que briser les syndicats par sa propre lutte indépendante est une démarche nécessaire pour toute lutte ouvrière immédiate, aussi bien que pour reprendre le cap vers la révolution.

Les grèves dirigées ou récupérées par un syndicat quelconque, n'ont de grève que le nom. Elles se soldent invariablement à l'avantage des exploiters, de leur prospérité. Dans la même mesure elles bouchent le chemin du prolétariat vers son but historique anti-capitaliste. Et les agissements des syndicats ne correspondent pas à un opportunisme quelconque, mais à leurs intérêts et à leur nature. Il en existe des preuves à l'infini depuis Mai 68 (et avant), jusqu'au dernier mouvement important un peu important, celui des cheminots, et ce en dépit de l'intervention de travailleurs appartenant à Lutte Ouvrière, qui se croit, à tort, très à gauche .

La plus élémentaire des consciences de classe, sans besoin qu'elle atteigne le degré de conscience révolutionnaire, dicte aujourd'hui au prolétariat de rejeter sans appel toute intervention syndicale dans ses affaires .

L'ETAU CAPITALISTE ET L'ETOUFFOIR CEGETISTE

Les pires procédés d'exploitation de la force de travail, les plus honnis autrefois par la classe ouvrière, règnent aujourd'hui sans partage sur celle-ci. Emplois temporaires et précaires officialisés, cadences infernales imposées par la fameuse et fausse révolution technologique, chronométrages et contrôles personnalisés, augmentation de la durée légale du travail au delà de la durée légale; le travail étant lui-même presque unanimement considéré comme un travail à la pièce, voilà le baignoire salarié moderne, celui des promesses gouvernementales, patronales et syndicales d'hier. Chaque matin des millions d'ouvriers se rendent ou espèrent se rendre pour les chômeurs, dans ce baignoire où domine la loi capitaliste de "tous contre tous", afin de décrocher ces primes de rendement ou de servilité à l'égard de l'entreprise et qu'il faut rajouter aux indemnités liées aux heures supplémentaires.

Sans l'ensemble de ces primes et indemnités en plus des "avantages" corporatistes qui les rivent à leurs entreprises, nos millions d'ouvriers seraient incapables de s'assurer même un toit et un couvert. Il faut se rendre à l'évidence, la classe ouvrière travaille plus et gagne relativement moins et c'est à ce prix absurde, pour elle, qu'elle peut parfois prétendre aux loisirs, à la culture et aux relations humaines nécessaires et nécessairement dénaturées par un tel système. Quand nous disons que la classe ouvrière travaille plus et gagne relativement moins, nous visons sa condition générale, car d'une part l'abaissement de la durée légale du travail et d'autre part l'enrichissement du système des bonus sur les salaires semblent dans chaque cas particulier contredire cette condition. Et le capitalisme, cas concrets triés sur le volet, n'hésite pas à théoriser et à affirmer que l'on peut travailler moins ou gagner plus.

La belle affaire contenue dans ce ou ! La législation du travail fait des miracles sur le papier et interprète à sa guise, à coups de ou chimériques, une tout autre réalité. Il y a d'un côté des tucistes à 1200frs mensuels contraints d'effectuer des tâches insignifiantes et dégradantes, de l'autre les ouvriers des chantiers navals de la Ciotat, par exemples, qui effectuent des semaines de 70h de travail; les uns et les autres subjugués par la crainte du chômage. En un mot, les miracles sur le papier qui se gavent de progrès social et de libertés individuelles signifient gagner quasiment rien ou travailler comme une bête de somme; ce dont convient rapidement la classe ouvrière dans son ensemble en considérant ses salaires de base misérables au regard des capacités productives existantes. Contrainte de travailler plus en intensité et en durée ou de ne pas travailler du tout, la classe ouvrière ne cesse de s'appauvrir relativement dans des proportions gigantesques. Le ridicule de la revendication cégétiste d'un SMIC à 6000frs(les tucistes ne sont pas concernés)saute aux yeux - à condition de cesser de contempler uniquement la misère du monde - et ce d'autant plus que cette revendication ne vise qu'une

catégorie de salariés. Mais nous reviendrons à la C.G.T après. En attendant, force nous est de reconnaître que la concertation sociale, d'hier et d'aujourd'hui, entre patrons, Etat et syndicats ne sert qu'à faire des miracles sur le papier qui constituent en réalité une adaptation de l'économie nationale aux impératifs, reconnus de tous, d'une économie internationale qui ne laisse planer, elle, aucune équivoque sur sa sauvagerie. Les ouvriers doivent, en dernière analyse, se soumettre... Point à la ligne. D'ailleurs tous les discours politiques et syndicaux se terminent ainsi après de folles digressions sur la Liberté et le Progrès.

Par conséquent la réponse de la classe ouvrière ne peut elle non plus, et pratiquement, souffrir l'équivoque, c'est à dire la fausse liberté de choix entre la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires. Elle doit à la fois travailler moins et gagner plus, cela seul conditionne sa liberté et c'est le moins qu'elle puisse exiger des soi-disant progrès techniques. Mais l'abîme qui sépare la classe ouvrière de la richesse sociale, produite par elle et détenue par les capitalistes, est si grand aujourd'hui que pour être en définitive moins exploitée, elle doit ne l'être plus du tout. L'implication est claire. le système social reposant sur l'achat et la vente de la force de travail, doit être immédiatement balayé par la classe ouvrière et seulement la conscience de cette nécessité peut élargir et cimenter sa lutte de classe contre l'exploitation capitaliste.

Cette nécessité et cette conscience nous placent directement en face de notre pire ennemi, le syndicalisme, dont la duplicité capitaliste pourtant suspectée domine encore les rangs ouvriers par l'absence d'une opposition révolutionnaire conséquente. Cette lacune permet d'ailleurs à Krasuki et à la C.G.T, en France, de mentir grossièrement à la classe ouvrière et de déclarer contre ce qu'elle a pu voir il y a un an :

— "A l'automne dernier, à la suite d'initiatives de la C.G.T, les luttes des étudiants puis des cheminots et des electriciens, avec comme dénominateur commun dans la manière de les conduire, la démocratie, ont ouvert la voie à un cours nouveau." (Le Monde 9/10/87)

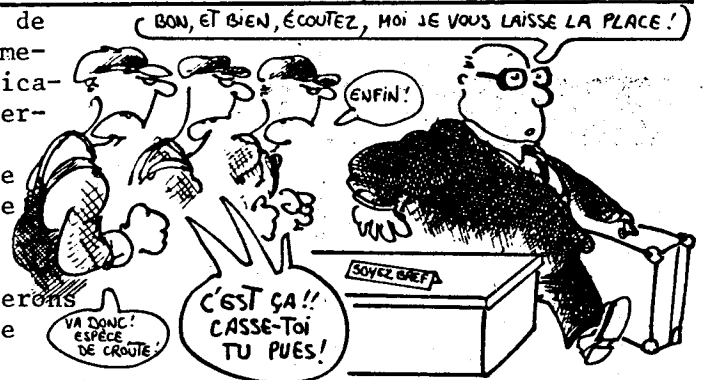
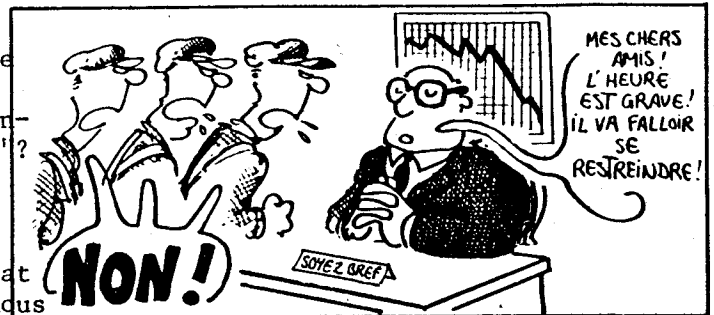
Oubliés les piquets de travail "démocratiques" de la C.G.T contre le démarrage de la grève des cheminots !

Aujourd'hui, la C.G.T illustrant la campagne électorale du P"C"F, "ne pas se laisser faire" (?), prétend combattre le renoncement et s'opposer, nous la citons, aux forces du Capital. Mensonges, une nouvelle fois ! Elle seulement la confédération qui fait le plus de potin autour d'elle même et autour du parti le plus anti-communiste qui puisse exister. Au delà de cette campagne, pour laquelle elle sacrifie quelques dizaines de militants, la C.G.T n'a rien d'autre à proposer que des mesures platement capitalistes qui s'adressent plus aux patrons et à l'Etat qu'à la classe ouvrière. Toutes ont été résumées ainsi par Krasuki lors du forum RMC du 25/10/87: Moins de spéculation et plus d'investissement(mais non ce n'est pas Laguiller), Krasuki rappelant alors et en bon capitaliste que la richesse d'un pays

réside dans sa capacité à valoriser le travail humain, comprenez à exploiter au mieux la force de travail. Les "forces du Capital" et Lajoinie en premier ont du trembler devant une telle témérité.

Et si nous suivons bien la pensée de Krasuki, dont les bredouilllements rendent la tâche difficile, la CGT craint que les ouvriers renoncent à être leur vie durant des esclaves salariés. N'est-ce pas le sens de cette interview dans "Le Monde" du 9/10/87 ? :

" Dans un système tel, les salariés quelques soient leur qualification, ne sont pas autre chose que des vendeurs de leur force de travail. Mais comment renoncer sans être écrasé ? Faut-il la donner gratuitement cette force de travail ? Outre le fait que ce sont les syndicats qui marchandent sur le prix de la force de travail et non les salariés, l'argument final contre suppression du salariat est aussi vieux que le capitalisme et nous nous empressons de répondre. Notre force de travail doit coûter si cher au capitalisme et à l'économie nationale que nos revendications anti-capitalistes menacent d'écraser qu'un bouleversement social s'impose à l'échelle planétaire, livrant à la classe ouvrière mondiale tous les instruments de production orénavant destinés à satisfaire les besoins et non plus les profits. Patrons, Etat, syndicats nous donneront-ils " gratuitement " ces instruments de production ?



Cette question enthousiasmante qui appelle la révolution sociale et notre dictature de classe, Krasuki et sa CGT nationaliste s'émouvant sur le déclin de la France, ne peuvent pas la poser. Ils sont au banc des accusés parmi toutes ces forces capitalistes qui prêchent le renoncement à la lutte et l'organisent au moyen de "journées d'action" sans queue ni tête auxquelles les ouvriers combattifs ne répondent même pas. Est-ce un hasard si les cheminots ont brillé par leur présence au travail pendant la journée d'action de la Fonction Publique le 15/10/87 ? Non ! Et plus que jamais notre devoir consiste à approfondir le divorce entre la classe ouvrière et le syndicalisme. Mais nous le répétons, ce divorce existant aujourd'hui superficiellement ne saurait s'amorcer en profondeur sans un fort parti-pris pour la révolution socialiste au sein des luttes elles-mêmes et auxquelles il offrira une capacité d'extension et une audace sans limites. C'est ce parti-pris que les avant-gardes révolutionnaires dignes de ce nom doivent organiser contre le syndicalisme.

MOINS DE TRAVAIL ET PLUS DE PAIE !

TRAVAIL POUR TOUS !

A BAS LA NATION ET LE SALARIAT !

A BAS LE SYNDICALISME !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !

ITALIE: QUELLE ORGANISATION DE CLASSE ?

Au printemps dernier l'Italie connaissait une mobilisation et une activité prolétarienne relativement intenses avec des grèves dans le secteur public et de nombreux débrayages dans le Privé.

L'originalité de ces conflits résidait dans la création spontanée de Comités de Base en dehors des syndicats, comités à l'origine desquels se trouvaient le corps enseignant italien. Ces comités ont ouvertement remis en cause les conventions syndicats-gouvernement-patrons négociées sur le dos de la classe ouvrière (qui en doutaient?) pour soumettre celle-ci aux nécessités du capital national: flexibilité, diminution des effectifs, réglementation des hausses de salaire, etc. La démarche du corps enseignant constituait l'axe organisationnel que de nombreuses luttes devaient emprunter.

Second point intéressant, les syndicats de toutes tendances ont été rejetés ainsi que leur participation aux grèves: ces deux points, comités de base et rejet des syndicats officiels permettent de penser que l'expérience de l'auto-organisation n'est pas un phénomène isolé en Europe (au moins en tendance) et que la mystification des appareils syndicaux tend de plus en plus à se lézarder.

Depuis le "Mai rampant" de 1969 au cours duquel les syndicats italiens furent complètement débordés alors que surgissaient les assemblées de travailleurs et les premiers comités de base, la classe ouvrière en Italie ne s'était guère manifestée aussi volontairement et nombreuse, avec une nouvelle fois le souci de reprendre en charge les données de la lutte. C'est dans cette perspective qu'a débuté en juillet la grève des Agents de Conduite de train qui, s'appuyant sur l'exemple français de l'hiver dernier, créait une coordination nationale des ADC. Cette coordination organisait en septembre/octobre des grèves d'une journée qui étaient largement suivies par les...ADC, entraînant une quasi paralysie ferroviaire. Cet état de fait devait bien sûr engendrer une riposte syndicale (vous avez dit "briseurs de grève?") qui ne se fit pas attendre: reprise en mains des troupes à la base, comités et assemblées de base artificiels, appels à la grève; le dirigeant de la UIL se faisant même l'écho attendri d'un projet de loi restreignant le droit de grève. Et afin de parachever le sale boulot, les délégués de base montraient leur capacité à rabattre les prolos vers leurs "chers" syndicats responsables prévenant une réelle auto-organisation de classe qui, justement, ne peut s'affirmer que contre les syndicats, leur destruction pure et simple.

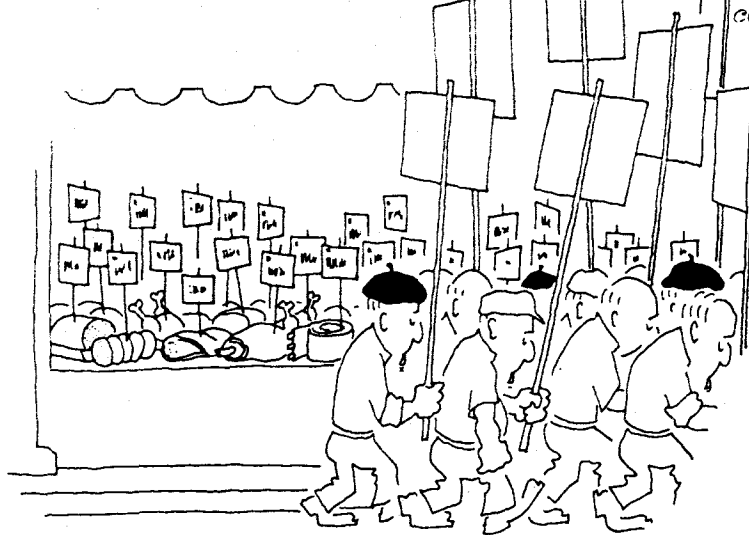
C'est dans ce sens que s'inscrit la grève générale du 25 novembre à laquelle les trois grandes centrales syndicales avaient appelé et qui fut un succès. Depuis la rentrée, la même tendance et sa généralisation potentielle, à la création de comités de base prévaudra dans les transports, les aéroports, les services publics mais il ne faut pas s'illusionner pour autant: si une fois encore le travail de récupération orchestré par les directions syndicales et les délégués de base "radicaux" et combatifs porte ses fruits, c'est que le prolétariat italien est lui-même ouvert à la récupération capitaliste.

Il est utile de préciser ici que de nombreux délégués de base, nourris aux biberons du trotskisme et du syndicalisme rouge, n'ont pas la volonté expresse de ramener les prolétaires combatifs vers tel ou tel syndicat. Leur vœu pour certains s'oriente aussi vers la création d'un syndicalisme placé directement sous leur coupe; c'est en ce sens que ce qui se passe en Italie a beaucoup d'apparences avec ce qui se produit et se reproduira en Europe: la défiance avouée ou larvée vis-à-vis du syndicalisme n'est pas la remise en cause de celui-ci en tant qu'organe du capital, qui équivaldrait alors à la remise en cause du capitalisme lui-même et ce sans tergiversations.

La conscience du besoin de lutter et de lutter sans les syndicats ne suffit donc pas pour poser les jalons d'une lutte de classe révolutionnaire: c'est le contenu de cette lutte qui détermine la validité de la forme qu'elle s'est donnée. A ce titre, la coordination des cheminots ADC en est une bonne illustration, en France comme en Italie et plus particulièrement dans ce dernier cas puisqu'en ne se dissolvant pas après les luttes de juillet, en restant confinée sur des revendications corporatistes, en ne cherchant pas à s'ouvrir au reste de la classe, chômeurs inclus, et en ne dégageant aucune perspective politique, la coordination nationale devient de fait une concurrente des organisations syndicales officielles.

C'est dire son aptitude à dévoyer les prolétaires écouvés par les syndicats vers le syndicalisme. La différence se situant au niveau de la crédibilité que capital accordera aux comités de base et aux syndicats pour continuer à assoirssa dictature économique sur la class. ouvrière.

La lutte de classe est inhérente aux sociétés d'exploitation et le niveau de conscience de la classe ouvrière aujourd'hui ne peut s'élever que par une crise ouverte contre l'idéologie corporatiste et d'inféodation nationaux, par une critique en actes de l'exploitation qu'elle subit. En Italie comme en France la tendance à l'auto-organisation, si elle marque un potentiel nouveau de compréhension du rôle du syndicalisme, ne pourra amener le prolétariat à faire l'économie d'une reconsidération de la mesquinerie, de l'égoïsme et de l'étroitesse de ses revendications actualles. Aux ouvriers les plus lucides et aux militants



communistes de s'y activer, pratiquement en développant une réelle solidarité de classe, solidarité tant économique que politique et sociale capable de rompre avec la mendicité syndicale, et axée sur des mesures anti capitalistes:

- moins de travail, et augmentation des salaires réels.

-auto-organisation contre les syndicats par la convocation d'assemblées générales ouvertes à tous, avec élec-

tion de délégués révocables immédiatement, rejet de toutes conventions établies par la sainte trinité patrons-état-syndicats en impulsant des revendications anti sectorielles

-mise en avant de la nature de classe de la lutte du prolétariat, lutte politique et sociale contre l'exploitation salariée avec nécessité de l'union pour en finir avec la misère sociale inhérente au capitalisme

La propagande au niveau de cet axe de revendications anti-capitalistes est et ne peut-être qu'une attitude différente de la classe ouvrière, attitude anti-syndicale de fait reniant la nature même du syndicalisme, son rôle de rabatteur idéologique pour la survie du capital.

PERMANENCES EN FRANCE

Paris : les seconds samedi du mois de 14 à 16 H00 au café "Le rond-point " métro Père-Lachaise

Tours : tous les deux mois, le dernier samedi de 15 à 17 H00 au café " le Bordeaux " place de la gare. Les prochaines: Février et Avril.

Nancy : même fréquence et même horaire que Tours au "cafe de la gare", place de la gare. Les prochaines: Janvier et mars.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

ALARME B.P 329
75324 PARIS
CEDEX 13

ALRMA Apdo 5355
(écrire sans autre mention)
Barcelona (ESPAGNE)

Dépôt légal: 1° trimestre 83
Directeur de la publication
P. Maréchal

Commission par. 61890.

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de ALARME CCP n° 151628 U Paris

GOLFE PERSIQUE : REAFFIRMER L'INTERNATIONALISME

Regardez donc ces mouches se ruer un charnier et s'ennivrer de son odeur pestilentielle. Français, chinois, anglais, saoudiens, russes, japonais, koweïtiens, allemands, italiens, américains, autrichiens; bon nombre d'intérêts capitalistes sont présents, au grand jour et en coulisses, dans le conflit Irano-Irakien et son prolongement dans le golfe persique. Même la pègre italienne alliée à des industriels tire son épingle du jeu et profite des livraisons d'armes à l'Iran pour importer de la drogue sur le retour des bateaux. Tous tentent de gagner ou de préserver des positions économiques et stratégiques plus ou moins mêlées d'intérêts sordides et médiocres. La situation semble inextricable et l'ambition capitaliste sans bornes. Du mafioso au ministre en mal de prestige mesuré au nombre d'otages libérés, de l'enchevêtrement des économies nationales concurrentes aux manigances des services secrets, le monde capitaliste ne fait qu'un, omniprésent sur la planète et dans les relations dominées par la loi du profit. Ce fait est incontournable à moins de croire en une justice capitaliste au dessus de tout soupçon, ce que dément régulièrement ses propres magistrats, justice qui prétend aujourd'hui distinguer par des commissions d'enquêtes les livraisons d'armes "propres" et les livraisons d'armes "sales". Mais surtout l'omniprésence du capitalisme est incontournable à moins de céder aux thèses manichéennes des ayatollahs iraniens désignant comme seuls ennemis de l'humanité, le grand et le petit Satan, les U.S.A et la Russie.

C'est certain, la rivalité inter-impérialiste domine le monde capitaliste et la stratégie américaine est de tout mettre en oeuvre pour empêcher la Russie de reprendre pied au Moyen-orient, quitte à modifier et remodifier les méthodes pour ramener l'Iran aux ordres de la Maison Blanche. Entre l'irangate, c'est à dire la vente camouflée d'armes à l'Iran par les U.S.A, et l'intervention anti-iranienne de la flotte américaine, s'affirme une même volonté capitaliste de domination contre tout risque de destabilisation de la région. Rappelons pour mesurer ce risque, que le Koweït, afin de protéger ses pétroliers menacés par l'Iran, a entrepris de sérieuses démarches auprès de la Russie en 1986 et feint donc le renversement d'alliance au détriment des Etats-Unis. Mais cela prouve une chose. Si la rivalité inter-impérialiste est dominante, les autres intérêts capitalistes loin de cesser d'exister se règlent autour d'elle et toujours, il ne faut pas l'oublier, grâce à l'exploitation du prolétariat sans laquelle ces mêmes intérêts ne sauraient être. Par conséquent la contradiction fondamentale de l'humanité demeure entre le Capital et le Salarariat et sa résolution, réclamée entre autres par la gabegie humaine dans le golfe persique, ne saurait provenir du Coran et de ses fidèles qui se proclament anti-impérialistes. Seule l'action révolutionnaire du prolétariat mondial peut prétendre à cette résolution et la sanctionner pratiquement.

C'est à cette action et à elle seule que nous devons donner force et raison dans le brouillard des événements du golfe.

Aujourd'hui, la France et l'Angleterre interviennent, de façon timorée, aux côtés des Etats-Unis contre l'Iran. Mais ce dernier est le principal fournisseur de pétrole de la France qui lui vend secrètement des armes de même qu'ouvertement à l'Irak. L'Irak, à son tour, s'approvisionne aussi en armes auprès de la Russie mais applaudit l'intervention occidentale. La Russie propose des traités d'amitié à l'Iran qui ne s'était pourtant pas privé de liquider physiquement le parti Toudeh autrement dit le parti pro-russe iranien. Enfin le Koweït et l'Arabie-Saoudite font la pluie et le beau temps sur le marché du pétrole contre l'Iran et la Russie; et nous avons vu que le rapprochement Koweït-Russie n'était pas impossible. Nous pourrions citer aussi les livraisons d'armes chinoises à l'Iran et à l'Irak mais un grand ect... suffira. Un cochon n'y retrouverait pas ses petits qu'il estime en danger de mort. Et voilà le problème d'autant plus inextricable que le prolétariat mondial refuse de mettre les pieds dans le plat et de s'affirmer révolutionnairement ! Et chacun de donner son explication fantaisiste voire mensongère au profit de telle ou telle Nation ! Qu'intervienne un risque de conflit généralisé, peu importe qu'il soit réel ou non, et le monde entier réclame au capitalisme de n'être pas ce qu'il est et de montrer des relations saines et limpides avec de beaux traités inviolables ou de belles alliances sans compromis. Qu'intervienne un risque de conflit généralisé et le chaos s'installe dans les esprits qui tentent de s'expliquer autrement que par l'ambition capitaliste des relations économiques complexes du fait précisément de la domination des deux super-puissances. Enfin qu'intervienne le conflit lui-même et le capitalisme mondial est enseveli dans les pensées par la domination satanique ou angélique de tel ou tel bloc voire des deux à la fois.

Telle est la veine des déclarations hypocrites et des analyses capitalistes visant à nous affoler ou à nous apaiser. Toutes sont à fiche à la poubelle et avec elles celles de l'O.N.U, ce consortium de marchands de canons qui prétend posséder une rare marchandise : la paix ! Toutes ces déclarations ne peuvent signifier qu'une chose : TREMBLEZ, PROLÉTAIRES ! Devant les ayatollahs fanatiques, les malfrats, la force de frappe yankee, les sournois chalutiers espions russes et les rois du pétrole. Tremblez ! Pour la paix, la liberté, la démocratie, la nation, le droit des peuples à disposer d'eux mêmes et pourquoi pas pour cette identité ethno-religieuse appréciée des néo-fascistes de la nouvelle droite européenne ! tout est bon, prolétaires, pour vous pacifier afin que la réalité d'un monde divisé en nations s'impose à la réalité d'un monde divisé en classes sociales. Or c'est précisément cette seconde réalité que la domination tumultueuse des deux grands blocs finit par faire oublier en masquant la nature capitalistes des pays dits anti-impérialistes. C'est pourquoi, outre le fait que la Russie est tout aussi capitaliste et impérialiste que les U.S.A, le prolétariat doit prendre en

compte ceci dans les événements du golfe : les rapports capitalistes dominent la planète et toutes les nations sont capitalistes y compris les plus faibles. Même ces dernières peuvent avoir des ambitions expansionnistes et autres de même nature, d'autant plus qu'elles sont parfois en mesure de marchander l'équilibre de la terreur établie par les deux super-puissances en compétition. Il va sans dire que ces ambitions ne peuvent pas s'incarner sans une bonne dose de fanatisme nationaliste et anti-impérialiste au sein de populations totalement écrasées par la concurrence économique internationale et par surtout, l'absence de toute alternative révolutionnaire véritable visant la suppression du capitalisme dans tous les pays.

Voilà la pourriture sur laquelle s'élèvent les nationalismes belliqueux sauce Iran et Irak, voilà la pourriture dont se nourrit l'Islam pour régner sur le monde arabe et perse, et le monde capitaliste arabe et perse pour s'imposer grâce à l'Islam. une religion, un peuple ! un peuple, une religion ! Telle est l'idéologie du pan-islamisme des ayatollahs et du pan-arabisme du parti baas irakien qui tentent tous deux d'utiliser, anti-impérialisme sous le coude éventuellement, les intérêts stratégiques des U.S.A et de la Russie au Moyen-Orient. Certes, comme il apparaît aujourd'hui dans le conflit Irano-Irakien et ses répercussions, cette situation a des limites que les deux super-puissances sont en mesures de faire respecter en fonction de leurs intérêts respectifs, de leurs propres ambitions dévorantes et de leur rivalité dominante à l'échelle internationale. Mais aussi, les populations en guerre, Iraniennes et Irakiennes, sont plus qu'éprouvées par sept années de carnage et de répression intérieure féroce, inquisitoriale, contre le moindre esprit défaitiste. Nous prenons à témoin, entre autres, les désertions et les révoltes de populations frontalières comme signes de l'exaspération qui accompagne le conflit.

Ces événements ont ceci d'éloquent pour la classe ouvrière mondiale et de douloureux pour les ouvriers Iraniens et Irakiens, qu'ils soulignent les conséquences désastreuses de l'absence de partis révolutionnaires, véritables ennemis de toutes les nations capitalistes, et seuls capables de transformer le défaitisme d'usure qui accompagne la guerre en un défaitisme pour la révolution socialiste mondiale.

Mais ces événements donnent aussi le ton de l'internationalisme prolétarien en accusant la crasse capitaliste, les limites et finalement l'inexistence du fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, largement illustrée par le conflit irano-irakien et son ancrage dans la rivalité inter-impérialiste. En effet ce droit, principalement revendiqué par l'Iran, ne peut plus être visualisé autrement que par ces vagues humaines disposant d'elles-mêmes sur des champs de mines, pour la plus grande gloire de Dieu, et ballottées entre Kremlin et Maison Blanche. Il est bien vrai que les USA font aujourd'hui pression sur l'Iran qui menace de déstabiliser la région à l'avantage de la Russie. Oui, les marchands de canons occidentaux s'en mettent

plein les poches. Nombreux sont ceux qui le disent, qui vilipendent le capitalisme occidental et qui omettent les marchandages de la Russie et qui ne mentionnent que du bout des lèvres l'engagement militaire iranien. Certes les grandes puissances occidentales ont feint de mettre le feu aux poudres ou menacent de la faire. Et puis quoi ? Pouvons nous nous satisfaire de ces demi-vérités qui constituent en fait des demi-mensonges lourds de capitulations envers le bloc Russe et l'Iran ? Non ! Car nous devons soulever l'obstacle à la subversion généralisée en mettant en évidence l'urgence de la révolution communiste mondiale pour un monde sans classes et donc sans frontières.

Assez d'apitoiements, réactionnaires en sourdine, devant les nations faibles ou supposées telles. Assez de concessions au nationalisme, assez de fables autour du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, négatrices de tout progrès social et pires falsifications de l'internationalisme prolétarien.

Contre la guerre Iran-Irak, le nationalisme et l'Islam qui asservissent le prolétariat ! Contre toutes les nations, le capitalisme mondial, sa concurrence économique ravageuse et ses armées !

Contre la paix des tombes et la paix sociale !

La devise internationale doit être :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Nations et peuples opprimés, taisez-vous !

Armes, pouvoir, économie au prolétariat !

août 87



LISEZ "L'ARME DE LA CRITIQUE" !

supplément à "ALARME"

LE BON ENCENS

Ligatchev, l'ombre du numéro un de toutes les Russies, s'est exprimé le crâne pour nous sortir encore le " culte de la personnalité " comme "cause des erreurs des années 30 ". Des erreurs qui ont coûté la vie à plusieurs millions d'hommes assassinés à coup de pistolet sur la nuque ou par exténuation dans les camps de travaux forcés. Mais, il va de soi, le second couteau n'allait pas dire (bien qu'il le sait), que ces flots de sang ont été versés pour noyer la révolution en Russie et pour pouvoir l'empêcher partout où elle surgirait. C'est la seule cause matérielle éficiente de ce qui a façonné les caractéristiques économico-policieuses du Parti-Etat, de même que ce qui, en son temps, avait déclenché l'exaltation admiratrice et reconnaissante de la caste bureaucratique pour leur maître bien-aimé: STALINE .

A présent cette caste, qui hume un certain danger, brûle des archives du KGB (bruit en court à Moscou et les gens le croient). La fumée des dossiers où sont consignées les horreurs de la contre-révolution, voilà l'encens le plus voluptueux aux narines de Staline et de ses créatures vivantes .

DECOMPOSITION DU PARTI



Quiconque saura au premier coup d'œil de quel parti il s'agit. C'est l'appellation nette qui lui convient le plus, quoiqu'encore déconcertante pour de nombreux lecteurs, de Parti ANTI-communiste. Et bien, le parti en question se trouve en décomposition à force de pourrir. Mais afin de comprendre à fond ce qui lui arrive et le pourquoi, la première disposition à prendre est de ne tenir aucun compte de ce que Marchais-Lajoinie, ses coryphées respectifs, déclament, ou aux péroraisons des démissionnaires, expulsés ou scissionnés antérieurs, du genre Juquin, Fizbin et autres Tillon. Aucun d'entre eux n'a jamais été communiste ; staliniens oui ! et avec quels frétilllements obscènes et serviles ! Aussi parce qu'ils ne se distinguent que par leur rouerie, leur éloquence et autres croc-en-jambes, leurs propos ne peuvent avoir que le dessein de conserver des postes de commandement, d'y accéder ou bien de se blanchir de graves forfaitures politiques antérieures. Enfin, argument décisif, parce que dans ce cas beaucoup plus qu'en d'autres, la lucidité requiert, entre autres, une honnêteté dont toutes les personnes en question ont fait bon marché pour être ce qu'elles sont ou ce qu'elles furent.

Énoncé de façon plus crue et succincte, le problème du Parti vient de ce que, depuis bien avant 1936 (en fait 3 ou 4 ans après sa création en 1921), il est une gigantesque escroquerie idéologique dans n'importe laquelle de ses manifestations, et organiquement un repère de carriéristes, excepté - bien que pas toujours - le cotisant de base, leurré comme une alouette.

Une décennie ou l'autre, l'escroquerie devait perdre de sa rentabilité. Trop longtemps elle a été haut cotée à la bourse des valeurs politiciennes. Il ne s'agit pas précisément du parti français mais aussi de tous et de chacun de ses semblables, de sorte que ce qui est affirmé avec justesse pour l'un vaut aussi bien pour tous, et ceci bien que l'acuité des symptômes de décomposition soit inégalement répartie parmi eux. Le Parti français n'a pas inventé d'escroquerie particulière. Ni pire, ni meilleur que ses collègues, il a été une caisse de résonance de l'épicentre : le Parti-État russe. C'est là la vérité nue, ni plus ni moins. Que la Russie soit un pays socialiste, ouvrier, révolutionnaire, démocratique, protecteur des opprimés et que sais-je encore, est un perfide mensonge qui devient de plus en plus patent chaque année. Il est si discrédité de fait, que même les dignitaires de tous les partis savent que ce mensonge perd de son efficacité d'attrape-couillon, de recrutement et d'embrigadement para-militaire, ce qui était le cas depuis la moitié des années 20.

Voilà pourquoi ils font à présent la courte-échelle au capitalisme rival de leur propre matrice capitaliste et s'efforcent de faire des grimaces humanoïdes. C'est qu'ils sont bien loin d'être rassurés quant à l'avenir de leur mère nourricière. Plus particulièrement il se passe que -évènement grave et de mauvais augure pour eux - plus on est renseigné sur la Russie et ses décalques, plus est forte la répugnance qu'elle inspire. Le mensonge recule devant la réalité. Pour servir ce mensonge, on peut encore embrigader des fonctionnaires vénaux, mais la classe ouvrière n'est plus vraiment dupe.

Disputailleries, palabres, insultes, calomnies, ruptures, expulsions, etc., tout répond à la même nécessité pour les huiles du Parti, à savoir, quel degré d'identification ou de distance adopter par rapport à la Russie, tout au moins en apparence. Ils se querellent entre eux à propos de la dose qui convient le mieux, dans un sens ou dans l'autre, à leur raison sociale. Et ils se heurtent à cette réalité : aucune dose ne fait bien leur affaire. Trop près du Kremlin, toute l'aversion qu'inspire celui-ci retomberait sur eux ; trop loin et "critiques" à son égard, ils perdraient les avantages financiers, de déplacements et de man uvres trans-frontières que leur permet (avec largesse) leur affiliation au second bloc impérialiste. Ils perdraient ainsi la faveur, même déclinante, qu'ils tirent encore du capitalisme d'Etat russe travesti en socialisme. Ils pourraient se détacher de celui-ci s'ils réussissaient à gagner la confiance de l'impérialisme occidental. Mais pour cela ils auraient du rompre bien avant le collier de l'impérialisme oriental.

Le parti français (et tous ceux sous l'obédience du Kremlin) ont rendu au capitalisme occidental des services autrement importants que ceux rendus par les faux socialistes depuis 1914. En effet, ce sont eux qui ont empêché et réprimé la révolution prolétarienne à partir de 1923 ; eux toujours qui ravivèrent la défense nationale durant la seconde guerre mondiale et, à la fin de celle-ci, eux encore qui poussèrent la classe ouvrière à la reconstruction capitaliste. Jusque là, les gouvernements occidentaux, reconnaissants, applaudissaient unanimement.(1). Mais tout de suite il est apparu que le Parti (toutes nationalités confondues), même rendant des services décisifs pour l'existence du système et d'autres moins spectaculaires mais non moins indispensables à sa routine fonctionnelle, travaillait pour les intérêts matériels et stratégiques, immédiats et futurs, de son impérialisme. Disons-le sans ambage, les gouvernements de nos latitudes craignent les activités du Parti comme 5^e colonne, non parce qu'il agirait pour la classe ouvrière et la révolution, mais bien plutôt pour Moscou.

(1) A la mort de Thorez, son fils reçut de De Gaulle un télégramme de condoléances pour les "grands services" rendus par son père à la France, c'est-à dire, à l'exploitation du prolétariat national.

Or une telle situation convient d'autant moins, aux leaders en place, que la nature capitaliste et réactionnaire du système économique et du régime politique russes devient de plus en plus évidente. Si lourdaux qu'ils puissent être, l'arithmétique leur saute au cerveau : les gains obtenus par l'obéissance à Moscou ne compensent plus maintenant les pertes que cette même obéissance leur inflige. La décomposition est alors inévitable. Ils disposent encore d'un grand appareil et de beaucoup de ressources financières à l'intérieur du pays et à l'extérieur ; en outre, ils conservent une bonne capacité de manœuvre par le biais des syndicats qui leur sont inféodés. Avec ça ils pourront sans doute ralentir l'effritement, mais pas l'éviter car ils n'en ont plus les moyens, quoi qu'ils fassent.

Un autre facteur hante les têtes beaucoup plus calculatrices que pensantes des leaders : l'avenir de la Russie, non plus en tant que mythe ou mensonge monstrueux, puisqu'il est aux abois, mais comme simple puissance impérialiste. Ils connaissent mieux que beaucoup d'autres la relation d'ennemis mortels existant entre le Parti-Etat russe et les millions et millions de travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Ils n'ignorent pas qu'un affrontement généralisé pourrait instaurer un pouvoir révolutionnaire, mettant en pièce la puissance impérialiste et fausse union des fausses républiques faussement socialistes et soviétiques. Cette éventualité, qui serait glorieuse pour le prolétariat mondial, et pour les révolutionnaires, est perçue par les amis du Parti dans le monde entier, comme leur sentence de mort. C'est dire si leur for intérieur est harcelé depuis des années par la décomposition, ce qui la rend encore plus irrémédiable organisationnellement.

Le rôle des révolutionnaires dans cette conjoncture si importante consiste à accélérer la décomposition du Parti anti-communiste. Pour cela, il faut mettre au clair l'accumulation énorme des raisons qui la détermine, et qui l'a préparée durant des décennies, et de même le pourquoi de ses répercussions bénéfiques pour la lutte communiste du prolétariat mondial.



LES PARIAS DE LA TERRE

Dans les pays arriérés (Tiers Monde dans le langage hypocrite et mensonger des officiels) le niveau de vie a baissé de 40 % ces dernières années. La faim y tue quotidiennement enfants et adultes par centaines. Dans les pays industrialisés le chômage s'installe en permanence et le niveau de vie de ceux qui travaillent tombe aussi. Ce sont des données du Bureau International du Travail (BIT). Et tandis que les bénéfices du capital montent, partout les ouvriers acceptent les pires conditions de travail et des salaires réduits.

Nous soumettons cela à la réflexion de ceux qui, depuis longtemps, et comme privés de leurs cinq sens, n'arrêtent pas de parler de crise de surproduction et attendent du chômage une "prise de conscience" révolutionnaire. Eveillez la vôtre !

Le texte ci-dessous a été diffusé comme tract en Espagne à l'occasion du carnage fait par l'ETA, en juin dernier, dans un supermarché de Barcelone. Cependant il est valable en permanence, contre tous les nationalismes, même les non-dynamiteurs.

E . T . A

ASSASSINE, POURQUOI ?

Parce qu'elle aspire à accaparer l'exploitation du prolétariat basque et à devenir son oppresseur étatique.

Ses alliés politiques et ses commanditeurs financiers sont les dictatures islamiques, celles de Khadafi et de Khomeiny entre autres.

L'ETA est une organisation capitaliste, patriotique, réactionnaire ; par ses méthodes elle est corrompue et criminelle. Toute action, toute parole de l'ETA ou de son fer de lance Herri Batasuna, s'oppose à la lutte ouvrière et lui porte préjudice, en terre basque, en Espagne, en Europe, dans le monde.

Le prolétariat est, de par son essence même, anti-capitaliste, internationaliste, révolutionnaire. Et dans l'immédiat il ne peut pas marcher dans ce sens, le seul qui lui appartienne en propre, sans dénoncer l'ETA, dont l'escroquerie politique, dégoulinante de sang, blanchit la bien vieille escroquerie des prétendus socialistes ou communistes, sans parler des syndicats. Dénonçons-les chacun pour ce qu'il est, et tous en tant que parcelles du monde de l'exploitation.

Travaillons à la formation d'un parti révolutionnaire des exploités de toute la péninsule. Lui seul sera à même de froter la gueule de l'ETA dans sa propre merde, et de débarasser le chemin des autres escroqueries, elles aussi ennemies de la révolution.

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE IBERIQUE ET MONDIALE !

JUIN 1987

Ferment Ouvrier Révolutionnaire

CONDAMNATIONS

La peine de mort, les tribunaux ne peuvent plus l'affliger en France, mais le gouvernement peut pousser à la tombe pas mal de gens, par simple modification administrative. C'est ce qu'il vient de faire en décidant que la Sécurité Sociale ne remboursera plus à 100 pour 100 les malades qui en avaient le droit auparavant, et que ne seraient pris en compte à 100% les soins relatifs à la maladie principale. Les autres, sont déclarés "soins de confort", comme qui s'achète un fauteuil pour regarder la télévision. La vie de milliers et milliers de malades graves insolubles sera ainsi écourtée. C'était, sans doute indispensable pour sauver la patrie de la faillite. Et le corps médical...la ferme !

EN COREE , ENCORE LA DEMOCRATIE

En mai 1980, des émeutes anti-gouvernementales sont réprimées dans le sang par les parachutistes, qui font plus d'un millier de morts après le putsch militaire qui mena le général Chun doo Hwan au pouvoir avec comme bras droit le général Roh.

Le 18 mai 1987, lors de l'anniversaire de ces émeutes de Kwangju, des affrontements ont lieu dans 11 campus universitaires de Séoul, les étudiants réclament la reprise du processus de démocratisation interrompu par le président Chun et les "forces de l'ordre". Le 13 juin, 350 étudiants se retranchent dans la cathédrale de Myondong. La population les soutient et les ravitaille ; la police hésite à intervenir. Le 26 juin, le parti d'opposition de M. Kim organise une marche de la paix qui entraîne de violents affrontements dans Séoul et 36 autres villes (573 policiers blessés, 39 postes et véhicules de police brûlés). Le lendemain, le gouvernement appelle au calme et se déclare prêt à "écouter le désir populaire" ; ainsi le 29 juin le Parti Démocratique de la Justice (gouvernemental) annonce une révision constitutionnelle pour l'année en cours et M. Roh, candidat désigné à la succession du président, déclare avoir demandé au gouvernement que cette révision permette l'élection du chef d'Etat au suffrage universel.

Août 87, cette fois c'est le prolétariat sud-coréen qui se met en grève, réclamant des augmentations de salaire, la suppression des heures supplémentaires et la reconnaissance des droits des travailleurs, parmi lesquels la création de syndicats indépendants. Jusqu'à présent il est impossible de faire grève sans enfreindre la loi ; en effet ce sont les autorités qui décident de la légitimité d'une revendication, ensuite des procédures de conciliation et d'arbitrage verrouillent le processus. Le 15 août les grèves se sont étendues, les mineurs saccagent les villes en s'en prenant aux domiciles des cadres ; le gouvernement menace d'intervenir contre les grèves, menace qui restera sans suites. Ainsi certains patrons acceptent, non sans dépit, de négocier avec les syndicats "librement" constitués et donnent satisfaction aux grévistes en ce qui concerne l'augmentation des salaires, ce qui entraîne une reprise du travail le 17 août.

Dans les quartiers ouvriers de Séoul, on lit le journal dit des travailleurs dont le premier numéro est sorti le 15 août et qui quelques mois auparavant, aurait été considéré comme un brûlot subversif et confisqué sur-le-champ. Dans le métro, des vendeurs ambulants proposent des livres sur Kim Dae Jung, l'un des dirigeants de l'opposition et bête noire du régime Chun. Même la télévision, média asservi aux exigences du pouvoir et à la glorification du président, adopte une autre attitude dans ses programmes. Elle donne régulièrement la parole aux personnalités de

l'opposition qui préparent désormais les élections pour la fin de l'année.

C'est là un processus de passage d'une dictature haïe et usée à un régime dit démocratique. On l'a vue maintes fois, dont l'une des plus significatives a été l'Espagne, de Franco à Felipe Gonzalez en dix ans. Lorsqu'une dictature bestiale tombe, la classe ouvrière et tout ce qui n'est carrément réactionnaire se réjouit et crie victoire, mais en réalité la victoire est pour les forces capitalistes, dont les partis et les syndicats dits démocratiques sont facteurs intégrants. De fait, la meilleure des démocraties constitutionnelles est aussi une dictature du capital. Les travailleurs sud-coréens vont l'apprendre très vite.

Alors, prolétaires, avec la fin du régime Chun, ç'en sera fini pour vous, de la consommation (salaire) selon la quantité et la qualité du travail que vous fournissez ? Ç'en sera fini du principe consistant à restreindre vos frais d'existence juste à l'indispensable pour reprendre vos forces physiques et intellectuelles, épuisées au cours de votre travail ? Ç'en sera fini de la sacralisation du bon travailleur obéissant et fier de son oeuvre ?

Démocratie mon cul ! Car tout celà, et plus, restera et sera défendu contre la classe ouvrière, par les leaders de l'opposition et les syndicats cette fois.

Prolétaires coréens, pour que votre lutte ne s'avère pas une défaite qui vous démoraliserait et vous laisserait à la merci des exploiters par le biais des partis et syndicats "démocratiques", il faut vous attaquer aux bases de l'exploitation, prendre en main la totalité de l'économie et du pouvoir politique, organiser la production de manière à en finir avec les classes ; en un mot il faut détruire la société capitaliste. Le prolétariat est la seule force capable de le faire, parce qu'en contradiction absolue avec le capital, et sa victime constante.

Tout existe aujourd'hui pour permettre l'épanouissement de chacun, mais pour ce faire, il faut une lutte à mort contre le capitalisme et ses vaches à lait et non un aménagement des conditions d'exploitation, ce que représente à l'heure actuelle la démocratie bourgeoise. La seule solution pour l'humanité est internationale. Et dans ce but, une première tâche des prolétaires sud-coréens consiste à dénoncer la dictature du capitalisme d'Etat en Corée du Nord, hypocritement présentée comme socialiste. Il faut proposer un combat simultané aux prolétaires du Nord. A bas cette division imposée par les rivalités inter-impérialistes ! Balayons par les armes tout ce qui s'oppose à l'émancipation prolétarienne, à la disparition des nations, des classes sociales, de l'Etat !

Guerre de classes mondiale !

" DROIT DE REPONSE... PROLETARIEN "

L'affaire POLAC a mis en émoi le petit (par l'esprit et l'honnêteté) monde journalistique de France et d'Europe. Haro ! sur le baudet s'est-il écrié, le baudet étant en l'occurrence le sieur Bouygues, ex-patron du dit Polac et propriétaire de TFI. Et chacun de verser sa petite larme sur le sort de l'un des siens sanctifié par la plupart comme la preuve vivante qu'ici, en Occident, la démocratie existe, bon dieu !

Mais la réalité s'est chargée de remettre les pendules à l'heure et de rendre aux rapports sociaux qui régissent ce monde absurde la vérité que la clique journalistique dissimule: un individu ne peut prétendre à la vie que si sa force de travail (manuelle ou intellectuelle) est vendue aux propriétaires des moyens de production, aux détenteurs du capital, qu'ils soient étiquetés patrons, technocrates ou bureaucrates !

De plus, cette "affaire" a dévoilé au grand jour ce qui reste inamovible et rend toute "liberté d'expression" illusoire dans le cadre d'une société divisée en classes : la critique radicale et active qui remet en cause la base même de l'exploitation ne peut-être le fait de personnes dont l'existence est liée à la survie du système social qui les nourrit.

De plus, "Liberté- Egalité- Fraternité" ce slogan dont on nous rabat les oreilles de puis 1789 est un leurre qui marque les limites de la démocratie bourgeoise : du banal licenciement d'un salarié de la Presse pour "délit d'opinion", à la mise à la trappe de millions de prolétaires réduits au silence, à la mendicité et à l'analphabétisme séculaire qu'induisent leur appartenance à une classe d'exploités, quelle ségrégation n'y a-t-il pas ? Le sieur Polac a bien vite trouvé un nouvel employeur et sa préoccupation n'est pas la survie, alors que pour la majorité le "droit à l'expression" coïncide uniquement avec celui de la dépendance matérielle que le capitalisme daigne lui concéder. En résumé, il vaut mieux être journaliste pseudo-contestataire que prolétaire en mal de salariat pour seulement survivre et se taire !

Le titre de l'émission de Polac était fumeux; "Droit de réponse" signifiant pour tous les garants du désordre établi, la seule joute oratoire et spectaculaire d'individus portés par les mêmes buts : la critique de certains aspects négatifs du capitalisme, d'incuries administratives ou de patrons "réactionnaires", perpétuant au sein de la classe ouvrière la croyance en un capitalisme "progressif ou propre".

Il ne paraît pas inutile de rappeler que Polac "homme de progrès" a été s'aboucher avec Paul Sida (monsieur Sida mental) vilipendé "rétrograde" espérant trouver employeur à ses talents de défenseur de la veuve, de l'orphelin et tutti quanti !

L'affaire droit de réponse a posé en fait la véritable question que la classe ouvrière devra résoudre : où commence la liberté d'expression des producteurs de la richesse sociale et où s'achève celle de ceux qui perpétuent leur spoliation ? La réponse est pour nous très claire : le droit capitaliste s'achève là où le prolétariat lutte pour imposer ses besoins au capitalisme. Le droit à l'expression pour la classe ouvrière ne peut s'affirmer que contre l'ordre démocratique, ses appareils de censure politiques et syndicaux, aujourd'hui les réelles entraves à une quelconque lutte subversive.

L'appropriation des moyens de production par la classe ouvrière est la seule garantie qui offrira le droit à l'expression à l'ensemble des hommes, appropriation tournée vers l'abolition des frontières, la fin de la ségrégation sociale et raciale, la satisfaction des besoins humains.

La liberté d'expression ne peut-être réduite à un bulletin de vote déposé dans la grande urne funéraire de la démocratie capitaliste ou au spectacle de la pseudo-contestation : elle se gagne par le combat quotidien contre l'ordre capitaliste ! En dehors de cette démarche, l'humanité secrètera de perpétuels exploités et parasites sociaux vers lesquels des Polac se précipiteront pour faire leur révérence et goûter au "plat de lentilles" pour prix de leur impartiale servilité.



VERITABLE HISTOIRE ... A REPETITION

La revue russe Voprosny Stori (Problèmes d'Histoire) déclarait au mois de janvier 1962, que personne ne devait croire que la condamnation du "culte de la personnalité" signifiait un tant soit peu "l'amnistie idéologique du trotskisme". Le sinistre Kadar avait d'ailleurs dit la même chose peu avant, lui qui avait ordonné le "feu à volonté" aux tanks russes sur le prolétariat de Budapest. Le trotskisme donne toujours le frisson au régime, car de 1923 à 1936 il représenta l'opposition la plus énergique au Thermidor et à la contre-révolution stalinienne.

Mais le mouvement qui se trotskiste n'aspire en réalité qu'à être accueilli au sein de la "direction collégiale". Cela facilité une éventuelle manoeuvre de réhabilitation de Trotsky.

Pour notre part, nous déclarons : LES MAINS QUI POURRAIENT NOUS ETRE TENDUES EN CAS DE REHABILITATION DE TROTSKY ET DU TROTSKISME SONT DES MAINS QUI MERITERAIENT D'ETRE COUPEES. NOTRE LUTTE NE CESSERA QUE PAR L'ANEANTISSEMENT DE LA CONTRE-REVOLUTION ET L'INSTAURATION DU POUVOIR PROLETARIEN.

(ALARMA 1962)

Et Natalia Sedova-Trotsky :

La terreur policière et les calomnies de Staline n'étaient que l'aspect politique d'une lutte à mort contre la révolution, lutte menée par l'ensemble de la bureaucratie. On ne peut donc attendre le rétablissement de toute la vérité que de l'anéantissement de cette bureaucratie par la classe ouvrière qu'elle a réduite à l'esclavage. Je n'espère rien du parti russe ni de ses imitateurs foncièrement anti-communistes. Toute déstalinisation s'avèrera un leurre si elle ne va pas jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat et la dissolution des institutions policières, politiques, militaires, économiques, bases de la contre-révolution qui a établi le capitalisme d'Etat stalinien.

(Ce fut sa dernière déclaration écrite avant sa mort)

PUBLICATIONS DU F.O.R

EN FRANCAIS

<i>Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis</i>	.....30,00
<i>Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis</i>	..30,00
<i>Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis</i>	30,00
<i>Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret</i>	.....30,00
<i>Fausse trajectoire de Révolution Internationale</i>	.....10,00
<i>Alarme spéciale organisation (n°13)</i>	.....5,00
<i>Alarme collection complète par 10 numéros</i>	.....40,00
<i>Pour un second manifeste communiste</i>	.....25,00
<i>Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme</i>	..25,00

EN ESPAGNOL

<i>Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis</i>	....150,00
<i>Pro segundo manifiesto comunista</i>	..... 25,00
<i>Llamamiento y exhorto a la nueva generación</i>	..... 15,00
<i>Traectoria quebrada de Revolución Internacional</i>	..... 10,00
<i>Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)</i>	..... 15,00
<i>Analisis de un vacío, cincuenta años despues, el trotskismo</i>	
<i>Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)</i>	
<i>El SWP y la guerra imperialista (1945)</i>	..... 30,00
<i>Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satélites ; C/U</i>	..... 55,00

HAÏTI: NON AU "CNG" NON AUX ELECTIONS!

L'échec de la tenue d'élections en Haïti le 29 novembre dernier a suscité partout dans le monde l'indignation et la réprobation de la gente démocratique. Cet échec provoqué par le Conseil National de Gouvernement composé aux trois quarts de militaires et présidé par le général Namphy a permis de discerner un peu partout le frémissement réactionnaire des chantages plus ou moins avérés du parlementarisme et de la souveraineté populaire. Autant dire que nous ne mêlerons nos voix à celles des chacals qui ont regretté cet échec électoraliste, pour quelque raison que ce soit.

Dès la chute de Duvalier en février 86, il s'établissait un consensus national quant à la remise du pouvoir entre les mains de l'armée, celle-ci apparaissant comme la seule force déjà organisée et capable à ce titre d'assurer le bon fonctionnement social et économique du pays. La situation sociale était devenue explosive et le départ de "Baby Doc" a été encouragé par les USA qui préféraient orienter le pays vers la "solution démocratique" pour garder la main mise sur celui-ci livré à la colère des masses. Edulcoré de quelques civils le CNG devait par ce biais donner l'illusion que les aspirations populaires seraient prises en compte, que les aspirations du peuple à une démocratisation des mœurs politiques et sociales seraient garanties. L'Eglise catholique apportait sa pierre à ce bel édifice de "libéralisation" en encourageant la junte de ses litanies anti Duvalier dont le régime soutenu depuis près de 30 ans par les USA était devenu insupportable autant à la population qu'à la classe dirigeante haïtienne.

Depuis février 86, une nouvelle constitution a été élaborée, se proposant la Démocratie comme système politique avec toutes les "libertés" concomitantes à cette forme de fonctionnement et de représentation sociale: liberté syndicale, opposition légale, liberté de la presse, justice sociale, etc... Ce scénario classique de substitution à une dictature devenue gênante ou incapable de résoudre ses problèmes internes, portait en lui le germe, aujourd'hui prolifique, d'un dévoiement de la lutte de classes du prolétariat haïtien vers un enfermement dans la mystification électorale, du syndicalisme et du dialogue légaliste pour la sauvegarde du Peuple. C'est vers cet objectif réactionnaire que la classe ouvrière s'est portée et c'est cette cible illusoire qui l'a soumise aux tueries du 29 novembre.

Une classe ouvrière qui lutte quand il n'existe pas d'organisations capables de la

brider et la trahir, devient une classe dangereuse pour l'ensemble de ceux qui ont intérêt à la perpétuation de l'ordre capitaliste et prônent le changement de la forme politique de sa dictature économique. Ni la nouvelle constitution ni la perspective électorale n'avaient pu réduire l'enthousiasme du prolétariat haïtien redevenu brusquement le protagoniste essentiel de la tension sociale: nombreuses furent les tentatives de s'approprier des terres par les métayers, les liquidations sommaires de "tontons macoutes" tandis que les revendications salariales et les exigences de libertés politiques se développaient sans gardes-fous. Devenue incontrôlable, il fallait ramener le plus rapidement possible la classe ouvrière dans une ornière où sa combativité serait canalisée vers un but commun à toutes les classes: le respect du processus démocratique et la démacoutisation. L'attitude du CNG, opposant aux grèves et manifestations la répression et le meurtre par une armée largement fourbie par les USA et la France, devait canaliser la hargne des exploités sensibles aux sirènes de l'opposition et de l'Eglise.

Le 19 juin, la Centrale Autonome des travailleurs Haïtiens, forte d'environ 150000 membres, lançait un ordre de grève générale pour les 22 et 23 juin. Cet appel fut aussi tôt dénoncé par toutes les composantes politiques, Parti Unifié des Communistes Haïtiens compris, les autres syndicats peu soucieux d'afficher une radicalité suicidaire mêlant leurs voix à celles des partis: "d'abord les élections"! Mais à la surprise générale, la grève sera un succès et se mettait ouvertement contre le CNG, qui l'avait interdite, en réclamant sa destitution. Devant le succès du mouvement qui paralysa de nombreuses villes, dont Port-au-prince, les organisations politiques et les syndicats retournaient promptement leur veste: le Congrès des Mouvements Démocratiques et le Parti National Progressiste créaient un comité de coordination de 57 organisations qui appelait à son tour à deux journées de grève générale les 29 et 30 juin, journées qui confirmeront la volonté des exploités haïtiens d'en découdre avec la junte au pouvoir. Inutile de dire que cette nouvelle grève faisait l'affaire de tous les opposants à Namphy, tout simplement parce qu'elle leur permettait d'être crédibles mais, et surtout, elle leur permettait de dévoyer la violence de classe des manifestants dans la voie du légalisme et de la revendication démocratique capitaliste.

La tension sociale devait durer près d'un mois, ensanglantée d'une répression sauvage, de massacres de populations par l'armée et les tontons macoutes dont les intérêts se confondent avec le lobby économique Haïtien.

Autant dire que ces tueries ne soulevèrent de la part des " progressistes " haïtiens et internationaux que les habituelles lamentations légalistes, liant les mains des prolétaires et les livrant à la vindicte du capitalisme haïtien et international.

Depuis la chute de " Baby Doc ", nombreux sont les prolétaires qui crurent que leur situation allait évoluer positivement, illusion née de leur propre force et des perspectives qui semblaient s'ouvrir alors. Mais la réalité de la division de la société en classes ne peut s'accorder aujourd'hui de demies-mesures et d'illusions qui, même si elles sont inévitables et apparaissent dans le processus de la lutte, n'en sont pas moins des entraves à la conscience révolutionnaire du combat pour le communisme. A cet égard, la sauvage répression qu'officie le CNG, tout autant attiré par le pouvoir que la classe politique haïtienne, est une répression tout de même acceptée par la classe dominante qui voit en lui le seul garant de l'ordre, donc de la pérennité du profit et des mesures nécessaires à son accroissement: dégraissage d'effectifs, dans les sucreries et les services publics, resserrement des dépenses publiques, blocage des salaires, etc. Mais cette répression physique n'excède en rien la répression idéologique qui sévit comme la peste en Haïti; faire du CNG le bouc émissaire des contradictions sociales et de la misère locale tout en mettant en avant la nécessité d'une démocratie " populaire " ou bourgeoise est bien pire que les exactions militaro-macoutes. C'est ce rôle dégeulasse qu'ont endossé toutes les fractions politiques " socialistes " (Conacom), staliniennes et maoisantes (Puch, Assemblée Populaire), les syndicats et l'Eglise, tous porteurs de mots d'ordre qui ne visent qu'à affaiblir la lutte prolétarienne et renforcer la dictature capitaliste: réforme agraire, défense de l'économie nationale, parlementarisme, souveraineté du peuple, anti impérialisme limité aux seuls USA, etc.

L'influence de l'église catholique recouvre à elle seule l'immense fossé que la lutte pour l'abolition du salariat doit franchir, seule perspective réaliste depuis près d'un siècle pour en finir avec la misère relative et absolue qui détruit l'humanité chaque jour un peu plus. En effet, de nombreuses couches de petits paysans, d'ouvriers agricoles, de lumpen-prolétaires, de chômeurs ont vu leur conscience politique naître et s'affirmer au sein de structures que l'Eglise a mises en place pour les organiser, les instruire, les policer tout en affirmant son rôle " charitable " de soumission des masses mises à la mendicité organisée, à la croyance

religieuse de leur libération par la non-violence, la fraternité populaire et la providence divine.

Ce pouvoir de mystification se trouve de plus accentué par le schisme qui existe entre la hiérarchie catholique qui rejette toute politisation de son action et sa fraction plus radicale qui se veut Eglise populaire de classe. Il n'est guère surprenant que le Père Aristide, chantre de la " petite Eglise ", soit devenu l'opposant le plus populaire au CNG en Haïti. En fait derrière la façade d'une pseudo pratique de classe, il est vital pour la classe ouvrière haïtienne et internationale de saisir que la lutte de classe au sens où elle est affirmée par le Père Aristide et ses collègues du ministère divin n'est que le pendant du stalinisme, l'anti-thèse d'une quelconque émancipation humaine et bien terre-à-terre! Dans le même esprit il est de la sorte tout à fait compréhensible que les " théologiens de la libération " en viennent à dénoncer l'impérialisme américain du nord en reportant sur celui-ci et son diktat économique en Haïti la fureur de ses ouailles. Derrière cette nouvelle arnaque de libération nationale-religieuse se trouve embusquée la main de l'idéologie stalinienne et à laquelle le trotskysme international tend la sienne, au Nicaragua comme au Salvador, au Viêt-nam comme en Occident où ils n'ont cessé de soutenir et influencer les luttes de " libération nationale ", " l'auto-détermination des peuples ", les fadaïses sur le caractère progressif des révolutions " anti colonialistes " et en donnant aval à la Russie et son nationalisme bestial comme image du socialisme.

Cette idéologie nauséabonde qui relègue la destruction des frontières au stade de la superstition ne peut que briser la lutte de classe réelle, celle qui porte les exploités à la subversion sociale pour en terminer avec la bassesse de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ainsi quelle que soit l'issue des futures élections, si elles ont lieu (et dans ce cas il faudra qu'apparaisse nettement une coalition politique capable d'assumer le maintien de l'exploitation de classe et de bénéficier alors du soutien des USA pour évincer la junte), elle marquera la naissance d'un consensus social mêlant anciens macoutes, gros propriétaires et capitalistes, militaires, syndicats et démocrates avec le prolétariat pour le briser en le forçant à suer la plus-value nationale mais dans... la liesse de la " fraternité " retrouvée.

Non! La classe ouvrière ne devra son salut qu'en affirmant ses intérêts de classe exploitée:

Les prolétaires haïtiens doivent s'armer autant pour se défendre contre les escadrons macoutes et l'armée, qu'en vue d'imposer sa force de classe pour réduire à néant ceux-là même qui veulent les enchaîner aux " intérêts supérieurs de la nation ".

S'armer aussi pour couper l'herbe sous le pied à toute tentative d'éclosion de groupes de " libération nationale " tout juste aptes à semer la terreur parmi les exploités qui veulent en finir avec l'exploitation, le nationalisme et la dictature de l'état.

La classe ouvrière doit renier toute réforme agraire (qui ne fera que multiplier de petits propriétaires accrochés à " leur lopin de terre ") et affirmer à contrario son droit à l'appropriation de la terre, des usines, des services publics pour les soumettre à la production de ses besoins propres.

Le prolétariat haïtien doit exiger l'incorporation de tous, chômeurs inclus, à la production tout en réduisant la durée du travail et en distribuant aux plus démunis les stocks de biens sociaux existants.

La classe ouvrière doit en appeler à la solidarité de classe du prolétariat international et en premier lieu de ST. Domingue, frontalier d'Haïti pour briser l'isolement de ses luttes .

Mais pour parvenir à développer un tel axe de lutte, les exploités haïtiens devront détruire les syndicats et partis politiques qui veulent les maintenir sous le joug du travail salarié; ils doivent créer leurs propres organes de lutte par des assemblées générales, en imposant la révocabilité immédiate des mandataires, promouvant ainsi une forme de représentativité en accord avec une perspective anti-corporatiste et anti-nationale du combat de classe.

C'est par une attaque de la plus-value capitaliste et son accumulation meurtrière que peut se résoudre de manière satisfaisante le sort des prolétaires haïtiens. Partie du problème de l'ensemble de la classe ouvrière, la nécessité immédiate de la révolution communiste est seule à l'ordre du jour: elle seule permettra d'en finir avec la misère sociale qui dévore la planète en brisant ce monde marchand infecte et ses anachroniques frontières géographiques et de classes. Le reste, légalisme, nationalisme, démocratie ou fascisme, est anti-communiste !

décembre 87.



EH , CRUX DU CCI !

Ils nous forcent à les traiter par interjection et ricanement, vu qu'un grain de folie les fait délirer contre nous.

C'est du délire, et presque du delirium tremens. Ils viennent de prononcer à notre encontre une sentence de mort politique, par implosion inexorable un de ces jours. Vite, jetons-leur un tonneau d'eau froide à la tête : dégonflez votre joie si proche de la rage mauvais augures du CCI, car si fâcheux que cela soit pour vous, vous devrez bien avaler la couleuvre de notre existence jusqu'à la fin, qui ne sera pas la nôtre. Ce qui est erroné et incohérent disparaît plus ou moins rapidement ; c'est votre cas, à l'opposé du nôtre. Pour notre part, nous pourrions mourir foudroyés tous ensemble que nos textes théoriques serviraient toujours à la formation de jeunes révolutionnaires. Les vôtres, sortes de moulins à paroles à dormir debout, désorientent à tout point de vue et ne peuvent retenir que des dilettantes au radicalisme verbeux et satisfaits de l'être. Que ceux qui veulent voir les choses en face comparent les textes respectifs point par point.

Une différence importante pour le moment joue contre le FOR. Chacun de nous peut retourner ses poches, il n'en sort que de la poussière, tandis que vous, CCI, vous êtes des capitalistes par comparaison. Et ce qui vous anime contre nous, c'est l'arrogance du nouveau riche. Cela a été l'une des bases de votre agrandissement ; l'autre, est celle du borgne au pays des aveugles. Mais avec le temps, les aveugles finiront par ouvrir les yeux et verront mieux que les borgnes.

Janvier 1988

F.O.R.